ASSEMBLÉE NATIONALE

21 février 2020

INSTITUTION D'UN SYSTÈME UNIVERSEL DE RETRAITE - (N° 2623)

Commission	
Gouvernement	

RETIRÉ AVANT DISCUSSION**SOUS-AMENDEMENT**

N ° 42391

présenté par

Mme Taurine, M. Bernalicis, M. Corbière, M. Coquerel, Mme Autain, M. Larive, M. Mélenchon,
M. Lachaud, Mme Panot, Mme Obono, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Prud'homme, Mme Rubin,
Mme Ressiguier, Mme Fiat et M. Ruffin

à l'amendement n° 26719 de M. Jumel

ARTICLE PREMIER

Compléter l'alinéa 2 par les mots :

« et peu rémunérés ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par ce sous-amendement, nous souhaitons appuyer l'amendement concerné, et souligner par la même le caractère très régressif de cette réforme.

Le gouvernement affirme ne pas toucher à l'âge légal de départ, maintenu à 62 ans. Mais il le dissout concrètement. Il « incite » les Français-e-s à travailler plus longtemps par l'instauration de l'âge pivot. Vous pourrez toujours partir en retraite à l'âge légal de 62 ans mais avec une décote (voir le glossaire) d'autant plus importante que vous serez éloigné-e de l'âge pivot. Cela commence à 64 ans pour les départs en retraite dès 2027 mais il se décalera toujours davantage à mesure que l'espérance de vie ou que la part des seniors dans la population augmenteront. À titre d'exemple, l'âge d'équilibre indiqué dans le rapport Delevoye pour la génération née en 1990 est de 66,5 ans.